

## PAR COURRIEL

Québec, le 23 novembre 2021

Objet : Demande d'accès n° 2021-11-058– Lettre de réponse

---

Monsieur,

La présente fait suite à votre demande d'accès, reçue le 15 novembre dernier, concernant novembre dernier, concernant bail hydrique de 1982 du 30 rue Claude à Repentigny à Québec. Nous répondons à votre demande point par point.

1. Pour ce qui est du premier point, le document suivant est accessible. Il s'agit de :
  - Bail\_plan, 26 août 1983, 8 pages.
2. Pour ce qui est du deuxième point :

Pour répondre à votre question sur la méthode qui a été préconisée par le ministère de l'Environnement et la Lutte contre les changements climatiques pour prendre les mesures qui figurent sur le bail précité, vous devez vous adresser à la Direction de la gestion du domaine hydrique de l'État à l'adresse suivante :

[domaine.hydrique@environnement.gouv.qc.ca](mailto:domaine.hydrique@environnement.gouv.qc.ca)

Vous noterez que, dans certains documents, des renseignements ont été masqués en vertu des articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

Conformément à l'article 51 de la Loi, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez, en pièce jointe, une note explicative concernant l'exercice de ce recours ainsi qu'une copie des articles précités de la Loi.

... 2

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, vous pouvez communiquer avec M<sup>me</sup> Hanen Khaldi, analyste responsable de votre dossier, à l'adresse courriel [hanen.khaldi@environnement.gouv.qc.ca](mailto:hanen.khaldi@environnement.gouv.qc.ca), en mentionnant le numéro de votre dossier en objet.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La directrice,

ORIGINAL SIGNÉ PAR  
Chantale Bourgault

p. j. 3



BAIL ANNUEL, Loi sur le régime des eaux, (L.R.Q. ch. R-13)

No: 8384-511

Dossier: ~~1065~~/1974

1056/1974

L'an mil neuf cent quatre-vingt-trois,  
le vingt-sixième jour du mois d'août.

LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC,  
ici représenté par monsieur Pierre B. Meunier, sous-ministre du  
ministère de l'Environnement, autorisé aux présentes en vertu  
des articles 3, 4 et 7 de la Loi sur le ministère de  
l'Environnement (L.R.Q. Ch. M-15.2).

ci-après appelé le BAILLEUR,

LEQUEL loue à Monsieur **art.53-54**

demeurant à 30, rue Claude  
Repentigny  
Québec  
J6A 4R3

ci-après appelé le LOCATAIRE,  
le terrain ci-après décrit à savoir:

1.- DESCRIPTION:

Un lot de grève et en eau profonde faisant partie du lit  
du Fleuve St-Laurent en face du lot 88-7, paroisse  
Notre-Dame de l'Assomption de Repentigny, comté  
L'Assomption, servant d'assiette à l'aménagement décrit à  
la clause # 2 ci-après;

2.- DESTINATION DES LIEUX LOUES:

Ce bail est consenti uniquement pour les fins suivantes:

Maintenir un terre-plein muni d'une protection stable et  
permanente couvrant une superficie approximative de cent  
vingt-six mètres carrés (126 m<sup>2</sup>) et tel que représenté  
par un trait rouge sur le relevé technique joint au  
présent bail.

3.- DUREE:

Ce bail est consenti pour une durée de un (1) an à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1982; il se renouvellera automatiquement par tacite reconduction, d'année en année, aux mêmes conditions, à moins que l'une des parties n'ait manifesté à l'autre par lettre recommandée expédiée au moins soixante (60) jours avant l'expiration du bail, son intention de ne pas renouveler ou son intention quant au bailleur, d'en modifier les conditions.

4.- LOYER:

Le présent bail est consenti moyennant le paiement par le locataire, d'un loyer annuel de soixante-neuf dollars (69,00 \$). Ce loyer est exigible en entier à la signature du bail et, le jour de son renouvellement, il doit être acquitté au moyen d'un chèque visé ou d'un mandat-poste, fait payable à l'ordre du ministre des Finances et adressé au ministère de l'Environnement, 2360 Chemin Ste-Foy, Québec G1V 4H2.

5.- RISQUE DU LOCATAIRE:

Tous aménagements sur les lieux loués, y compris ceux qui y sont autorisés spécifiquement à la clause 2, sont faits au risque du locataire et celui-ci ne pourra réclamer aucune indemnité pour la perte des ouvrages et constructions par suite de la résiliation du bail ou de son non-renouvellement.

6.- ALIENATION DE LA PROPRIETE RIVERAINE OU DU BAIL:

La cession du bail seulement de même que la vente, la cession ou l'aliénation de la propriété riveraine des lieux qui ne comporterait pas également la cession du bail à l'acquéreur avec toutes ses obligations, peut entraîner la résiliation du bail ou son non-renouvellement, à moins que le bailleur n'y ait donné son consentement par écrit. Une copie authentique du document comportant la cession du bail et portant le certificat d'enregistrement doit être transmise sans délai au bailleur.

7.- DELIMITATION DE LA PROPRIETE:

Il est convenu que la limite entre la propriété riveraine et celle du domaine public est celle qui est indiquée à la clause 1 intitulée "description". Les limites latérales du terrain loué sont établies sous réserve des droits des voisins; en cas de contestation, le locataire devra assumer tous les frais de délimitation que pourra encourir le bailleur.

8.- DOMMAGES ET SERVITUDES:

Le locataire est responsable de tous les dommages que pourraient causer ses ouvrages. Rien dans les droits accordés par le présent bail ne porte atteinte aux servitudes ou autres droits similaires dont peuvent bénéficier des tiers sur le terrain loué de même que sur le terrain riverain.

9.- TAXES ET PERMIS:

Le locataire s'engage à payer les taxes municipales et scolaires qui pourraient être imposées sur le terrain loué soit comme taxe locative, soit pour les ouvrages et constructions qui pourraient y être érigés par le locataire.

Le présent bail ne dispense pas le locataire d'obtenir s'il y a lieu, les permis ou autres autorisations requises en vertu des lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux concernant la navigation, la protection de l'environnement, l'urbanisme, le zonage, etc..

10.- RESILIATION:

Le bailleur peut résilier le présent bail en donnant un avis similaire à celui stipulé à la clause 3 intitulée "durée", dans les cas suivants:

- a) Si le locataire utilise les lieux loués pour des fins autres que celles autorisées à la clause 2;
- b) Si le locataire fait défaut de se conformer aux obligations du présent bail et notamment à celle de payer le loyer à la date de son renouvellement;

- c) Si le locataire modifie les lieux ainsi que les constructions et ouvrages mentionnés à la clause 2 ou si ces derniers débordent les lieux loués; s'il entreprend sans l'autorisation écrite du bailleur des travaux de réfection ou de reconstruction; si les constructions et ouvrages engendrent la dégradation des eaux ou créent des foyers de pollution;
- d) Si le locataire vend, cède ou aliène de quelque façon que ce soit la propriété riveraine adjacente aux lieux loués ou s'il cède le bail seulement sans se conformer à la clause 6 intitulée "aliénation de la propriété riveraine ou du bail";
- e) Si les lieux loués ou la propriété riveraine sont expropriés; ou
- f) Si le bailleur requiert les lieux pour toutes fins qu'il juge d'utilité publique.

#### 11.- FIN DU BAIL:

A la fin du bail, qu'elle arrive à la suite d'un avis de non-renouvellement ou par résiliation, le locataire peut abandonner gratuitement au bailleur les ouvrages et constructions érigés sur les lieux loués si ce dernier les accepte, sinon, il doit les enlever à ses frais dans le délai de huit (8) mois après la fin du bail.

A défaut de se conformer à cette obligation dans le délai prévu, le bailleur aura le droit d'enlever les ouvrages et constructions aux frais du locataire et à cette fin ce dernier devra donner accès sur le terrain riverain à toute personne chargée par le bailleur d'effectuer ces travaux avec la machinerie et tout véhicule nécessaires, à l'endroit le moins dommageable et à en payer le coût total y compris tous frais accessoires. De plus, le locataire s'engage personnellement à payer les frais ci-dessus, même dans le cas où il aurait vendu, cédé ou aliéné le terrain riverain, à moins que l'acquéreur ne se soit engagé personnellement et par écrit à assumer ses frais ci-dessus. Une copie de cet engagement devra être expédiée au bailleur dans les trente (30) jours de la date de l'acquisition.

Ce recours est stipulé sans préjudice à tout autre dont le bailleur pourra se prévaloir contre le locataire dans le cas d'inexécution de la présente obligation.

12.- CLAUSE SPECIALE:

Le présent bail annule et remplace celui portant le numéro 7475-115 en date du 24 octobre 1974 intervenu entre Monsieur art.53-54 et le Gouvernement du Québec.

Fait et signé à Québec en double exemplaire ce  
29<sup>e</sup> jour du mois *septembre* de l'an 1983  
conformément au règlement d'application de  
l'article numéro 2 de la Loi du régime des eaux (L.R.Q.,  
C. R-13) adopté par l'arrêté en conseil 1792-76 du 19 mai  
1976.

X

art.53-54  
Témoin

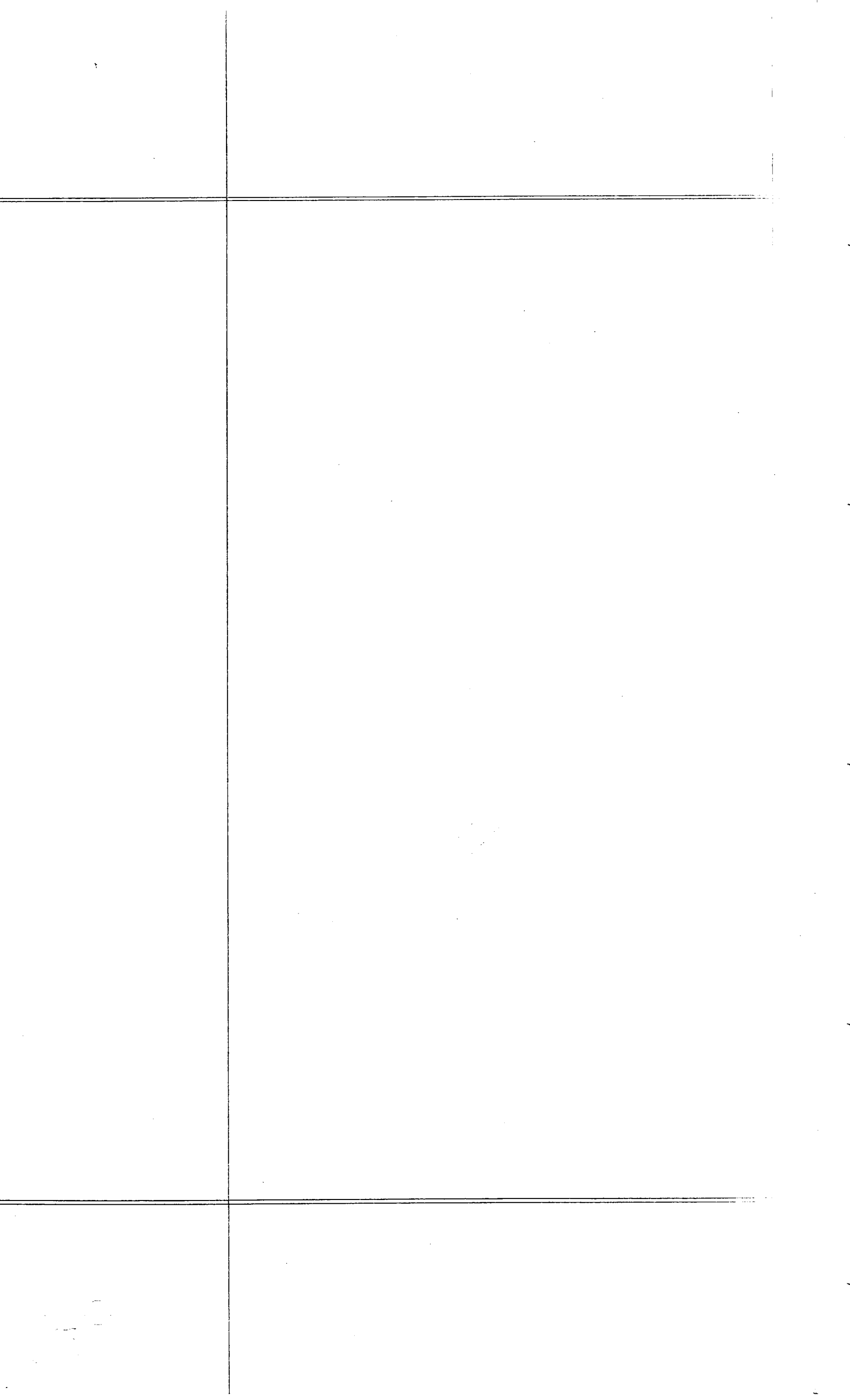
X

art.53-54

Signature du locataire

ORIGINAL SIGNÉ PAR  
- GUY AUDET

Le sous-ministre de  
l'environnement  
Par: Guy Audet, ing., M.Sc.  
Directeur général de la  
protection de l'environnement  
et de la nature





Représentant le droit d'utilisation d'une partie du lit du Fleuve St-Laurent en front du lot 88-7 paroisse de N.D. de l'Assomption de Repentigny, comté de l'Assomption.



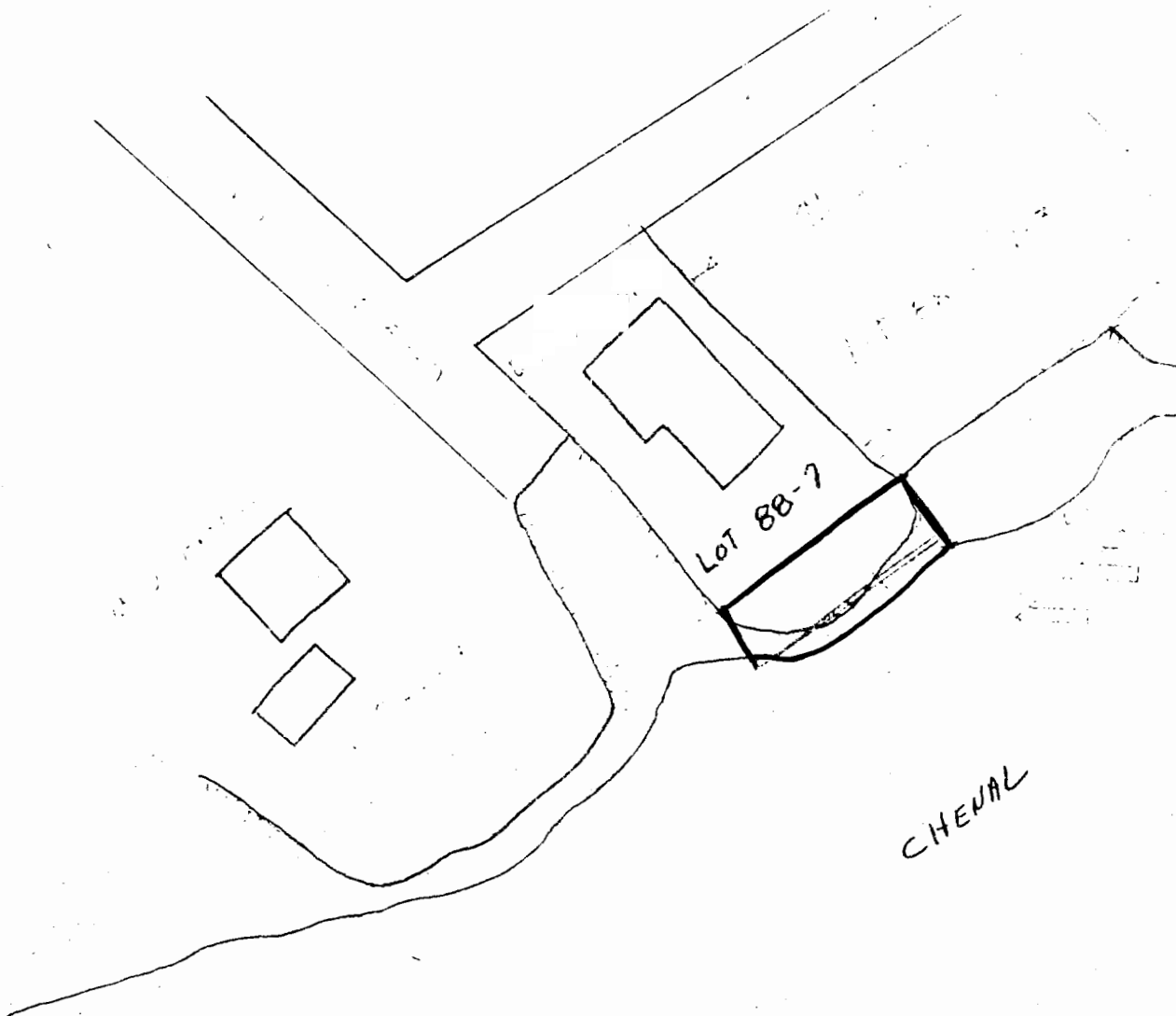
Gouvernement du Québec  
Ministère de l'Environnement  
Service du milieu hydrique

LÉGENDE

A: Terre-Plein

date: 14 mars 1974 par art.53-54

échelle: 50' = 1" N°



Ce relevé technique fait partie intégrante du bail # 8384-511 en date du 26 août 1983, intervenu entre monsieur Bertrand Normandin et le Gouvernement du Québec.

remont

X

Signature du locataire  
ORIGINAL SIGNÉ PAR  
GUY AUDET

Le sous-ministre de  
l'environnement  
Par: Guy Audet, ing., M.Sc.  
Directeur général de la  
protection de l'environnement  
et de la nature

